

✓ Quelques chiffres et tendances en France :

- La croissance est morose depuis 2008 (récession puis légère reprise)
- Dans le même temps, le taux de chômage est passé de 7,5% à 10% environ
- Aujourd'hui : près de 2,9 millions demandeurs d'emplois et même 4,3 millions en intégrant les personnes qui exercent une activité réduite et qui cherchent un autre travail (catégories A, B et C de Pôle Emploi)
- Près de 900 000 seniors en recherche d'emplois (catégories A, B et C de Pôle Emploi)
- Près de 650 000 jeunes de moins de 25 ans en recherche d'emplois
- Un chômage de plus en plus important, et de plus en plus long : l'ancienneté moyenne des demandeurs d'emploi est actuellement de 464 jours et on sort de Pôle Emploi en moyenne en 257 jours => 800 000 personnes, la moitié étant des seniors, sont au chômage depuis au moins 2 ans

✓ Face à ce triste constat, EELV propose une écologie au service de l'emploi, des populations et des territoires en

- 1) **Libérant l'économie de la Finance** par un changement radical des règles de fonctionnement des banques et des marchés financiers. Concrètement cela signifie notamment :
 - Séparer les activités de banques d'affaires et de dépôts, l'argent du contribuable ne devant en aucun cas servir à sauver la finance
 - Développer un pôle public bancaire et des agences de notation publiques
 - Interdire les versements de bonus et dividendes pour les banques sous capitalisées
 - Conditionner les aides des banques centrales
 - Lutter contre les paradis fiscaux
 - Développer l'Investissement Socialement Responsable
 - ...
- 2) **En relocalisant l'économie pour des emplois durables et de qualité** : c'est cette ambition qui nous différencie complètement des autres partis de gauche. Quand tous les partis politiques cherchent à coller des pansements sur tel ou tel secteur industriel en perdition, l'automobile, l'aéronautique, la construction navale pour ne citer qu'eux, EELV milite pour des secteurs industriels d'avenir, des projets innovants et des investissements impliquant des retombées environnementales et sociales positives, protégeant mieux la santé des citoyens, apportant une plus-value réelle aux territoires !

Face à la crise systémique que nous vivons (économique, sociale, environnementale, culturelle, ...), seule l'économie du progrès peut nous faire avancer...

... Une économie qui reposerait sur la mobilisation des TPE, des PME, des artisans. Pour cela concrètement, les ministres EELV, les sénateurs, et les futurs députés EELV se mobiliseront pour :

- Une fiscalité et des aides à l'installation soutenant les TPE/PME et les entreprises artisanales locales et écologiques
- Une application et une progressivité réelle de l'impôt sur les sociétés en fonction du niveau des bénéficiaires, et le rétablissement de l'imposition des plus-values de cession d'entreprise. Dois-je vous rappeler que Total, Danone, Essilor, Saint-Gobain, Schneider, Suez Environnement et ArcelorMittal, pour ne citer qu'elles, ne payent aucun impôt sur leur bénéfice en France => grâce aux diverses niches fiscales, les entreprises du CAC 40 ne sont taxées qu'à 8% en moyenne !
- La réforme des chambres de commerce et de métiers dans le sens d'une meilleure transparence et d'un renforcement des collèges des petits entrepreneurs
- La responsabilisation des administrations publiques vis à vis des TPE – PME, ceci passant par l'application stricte des délais de paiement, l'application de critères d'éco-conditionnalité dans les marchés publics, ...
- ...

Toutes ces mesures sont indispensables pour sauver nos TPE – PME, qui rassemblent faut-il le rappeler, les 2/3 de l'emploi en France, et qui méritent autant d'attention, si ce n'est plus, que les grandes entreprises !

...une économie qui reposerait sur les grands secteurs stratégiques suivant :

- Le bâtiment
- L'énergie
- Les transports
- La chimie verte et le recyclage

1 exemple : Bâtiment – Energie :

Alors qu'il manque 900 000 logements en France, qu'il y a plus de 3,6 millions de mal logés dont 600 000 enfants, que plus de 6 millions de français sont en situation de précarité énergétique, que les prix de l'énergie ne cesse de flamber, EELV continuera de militer pour un vaste plan de construction et de rénovation thermique, et bien évidemment, pour une transition énergétique ambitieuse, reposant sur les économies d'énergie, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables.

En termes d'emploi, le programme présidentiel d'EELV prévoyait la création de 428 000 emplois directs et indirects dans les travaux de rénovation (couvertures, isolation, chauffage) et 140 000 emplois dans les ENR d'ici 2020. Quant aux salariés du nucléaire, 30 à 50% d'entre eux pourraient être « recyclés » dans le démantèlement des centrales (mais c'est un argument que je ne développerai pas, il manque de maturité à mon avis).

Au-delà des considérations environnementales, la transformation écologique de la France, et la transition énergétique que nous appelons, seraient synonymes de recul du chômage et de la précarité énergétique, de développement local, de floraison des TPE-PME, l'opportunité de mettre en valeur les atouts des territoires, une balance commerciale excédentaire, comme on le voit aujourd'hui en Allemagne.

Créations d'emplois - Quelques chiffres issus des rapports remis par les 11 comités de filières professionnelles constitués à l'automne 2009 dans le cadre du Grenelle. Les 11 comités étaient présidés par un expert du secteur et composés d'acteurs relevant de 5 collègues (élus, partenaires sociaux, acteurs économiques, assos environnementales et non environnementales, personnalités qualifiées et administration).

Les chiffres reposent à la fois sur les besoins des secteurs en question et des engagements du Grenelle :

- Agriculture et forêts : Création à l'horizon 2020 de 90 000 emplois, parmi lesquels 7 600 agriculteurs bio, 22 500 emplois dans la gestion des paysages et des espaces verts, plus de 5 000 éco-conseillers ou éco-énergéticiens, 1200 techniciens d'animation et de mobilisation de la ressource en bois...
- Eau, déchets et qualité de l'air : création à l'horizon 2015 de 17 000 emplois dans le secteur de l'eau, 17 000 également dans le secteur des déchets, et 5 000 dans le secteur de la qualité de l'air. A titre d'exemple, les experts prévoyaient la création de 7 500 emplois dans la récupération et le recyclage des DEEE, 6 000 nouveaux emplois dans la prévention des déchets, 6 000 dans la mise aux normes de l'épuration des eaux usées, ...
- Construction électrique et réseaux : 45 000 emplois nouveaux d'ici 2015
- Transports : 80 000 nouveaux emplois d'ici 2020 pour les transports ferroviaires et collectifs urbains en site propre.
- Biodiversité : 20 000 emplois pour 2020
- ...

On retiendra au moins une chose de ces chiffres : même s'ils sont rattachés partiellement aux objectifs du Grenelle, ils sont déjà conséquents, et prouvent que l'écologie est créatrice d'emploi. Ils permettent de donner davantage de crédibilité aux 600 000 emplois qu'EELV projetait de créer en 2017 en cas de victoire aux élections présidentielles.

...une économie qui permettrait à tous de travailler, et de travailler mieux en :

- relançant la négociation sur la réduction du temps de travail et en supprimant les exonérations sur les heures supplémentaires.
- conditionnant les exonérations de charges sociales pour les bas salaires à l'exigence d'un travail décent
- faisant appliquer le droit du travail
- instaurant une véritable démocratie d'entreprise
- réformant le droit du licenciement par une interdiction des licenciements boursiers et l'obligation faite aux entreprises de rembourser dans ces situations les aides publiques reçues
- garantissant un droit au départ à la retraite à 60 ans sans décote ni surcote
- ...